**INDUSTRIE****CONSOMMATION**

Les vêtements pourront afficher un « écoscore » dès le 1^{er} octobre

Les marques de vêtements pourront afficher une note sur le coût environnemental de leurs produits. Initialement envisagée comme obligatoire par la loi climat et résilience, la mesure a finalement été rendue volontaire.

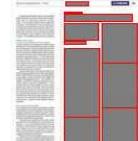
LATRIBUNE.FR (AVEC L'AFP)

Apartir du 1^{er} octobre, les marques de vêtements pourront, sur la base du volontariat, afficher un « écoscore » censé informer les consommateurs sur le coût environnemental de leurs achats. Une mesure saluée par certains comme un pas de plus vers une consommation responsable, mais qui soulève également des questions sur son efficacité et ses implications pour un secteur déjà sous pression. Ce nouvel écoscore, loin d'être un simple indicateur, se présente comme une véritable fiche d'identité environnementale. Il s'appuie sur une méthodologie détaillée, prenant en compte des critères variés allant de la consommation d'eau aux émissions de gaz à effet de serre, en passant par la toxicité des produits. L'évaluation intègre également des paramètres liés à la fin de vie du vêtement, comme les possibilités de recyclage ou de réparation. Un « *coefficient de fast-fashion* » a même été ajouté, visant à pénaliser les marques produisant en très grande quantité. Plus le score est élevé, plus les retombées sont lourdes. L'objectif est clair : donner au consommateur les clés pour faire un choix éclairé, qu'il soit directement sur l'étiquette, avec un QR code, ou sur le site Internet de la marque. Pour les

entreprises, la mise en place de ce système n'est pas sans contraintes. Le calcul nécessite une collecte de données précise et une traçabilité de l'ensemble de la chaîne de production, du champ de coton à l'atelier de confection. Si certaines marques pionnières ont déjà amorcé cette démarche, la généralisation d'un tel outil représente un défi logistique et financier considérable, en particulier pour les PME.

Initialement envisagé comme obligatoire par la loi climat et résilience de 2021, l'écoscore a finalement été ramené à un caractère volontaire. Une décision qui n'est pas passée inaperçue et qui illustre les tensions entre ambition écologique et réalités économiques. La volte-face du ministère de la Transition écologique, motivée par le souhait de ne pas « *fragmenter* » le marché européen, est symptomatique d'une préoccupation plus large. Le secteur textile, déjà confronté à une concurrence internationale féroce, craignait de devoir se plier à des normes nationales qui auraient pu être rendues caduques par une future législation européenne. Le cabinet de la ministre Agnès Pannier-Runacher a donc privilégié l'harmonisation à la





contrainte, une approche qui peut être perçue comme un compromis raisonnable ou, pour d'autres, comme un manque de courage politique. Cette initiative, bien que non contraignante, place la France en position de fer de lance pour la question de la transparence environnementale dans le secteur de la mode. Elle s'inscrit dans un mouvement plus large de responsabilisation des entreprises et des consommateurs. Pour les citoyens, l'enjeu est de taille : cet outil leur donne une nouvelle arme pour exiger des pratiques plus durables. En choisissant des marques qui jouent le jeu de la transparence, ils peuvent, à leur échelle, inciter le marché à changer.

Toutefois, la bataille pour une mode plus durable ne se gagnera pas seulement avec des chiffres et des scores. Le « *coefficient de fast-*

fashion » introduit dans l'écoscore est une première tentative de s'attaquer au modèle économique de la production de masse. Cependant, l'affichage du coût environnemental ne suffira pas à lui seul à déconstruire des habitudes de consommation profondément ancrées. L'éducation du consommateur, la lutte contre « l'obsolescence programmée » des vêtements et le développement de filières de recyclage efficaces restent des défis majeurs à relever. L'écoscore est une pierre de plus posée sur le chemin d'une transition nécessaire, dont l'issue dépendra de la volonté de chacun, du gouvernement aux consommateurs, en passant par les industriels. **LT**

